

“Le Brexit jouera un rôle positif pour l’Europe”

Union européenne L'ancien Premier ministre italien était l'invité des Grandes Conférences catholiques, à Bruxelles. “La Libre” l’a rencontré.

Entretien Maria Udrescu

Enrico Letta, président de l'Institut Jacques Delors et doyen de la Paris School of International Affairs à Sciences-Po, était cette semaine l'invité des Grandes Conférences catholiques, à Bruxelles. *La Libre Belgique* a pu rencontrer l'ancien Premier ministre italien, issu du Parti démocrate (PD, centre-gauche), avant qu'il présente, devant une assemblée de plus de 1 300 personnes, ses idées pour *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, titre de son livre paru en 2017.

Votre ouvrage a été rédigé avant les dernières élections italiennes, qui ont porté au pouvoir les populistes du Mouvement 5

étoiles (M5S) et La Lega, le parti d'extrême droite de l'actuel ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini. Ces forces qui dirigent aujourd'hui l'Italie font-elles, à vos yeux, partie des “brutes” de ce monde ?

Le titre de mon livre cherchait à faire réfléchir sur les populismes. J'ai toujours regardé mon pays comme un laboratoire politique. Il faut chercher à comprendre ce qu'il s'y passe et concevoir ce bouleversement politique comme la conséquence de grands changements que notre époque est en train de vivre dans la relation entre les gens et le pouvoir.

Comme expliquez-vous ce bouleversement ?

La situation italienne est le résultat de deux grandes crises : la crise de l'euro et la crise de la migration. Elles ont donné aux Italiens le sentiment que la solidarité européenne n'existait pas, ce qui a fait chuter la cote de popularité de l'Europe. L'Italie souffre d'un manque de croissance et connaît donc une grave crise sociale, avec un chômage des jeunes qui augmente depuis des années et des années, avec des générations perdues qui doivent fuir. En même temps, les Italiens voient des migrants arriver. L'image du bateau qui arrive est beaucoup plus percutante que les chiffres d'individus dont le visa a expiré et qui constituent pourtant la majorité des migrants illégaux.

Le laboratoire italien est donc intéressant, mais l'Italie n'est pas le seul pays dans cette situation. Ce qu'il se passe avec les “gilets jaunes” en France n'est pas tellement différent. La grande différence, elle est institutionnelle. En France, lors du premier tour de l'élection présidentielle, 49 % des gens ont voté pour Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Dupont-Aignan, donc pour des anti-européens, des anti-establishment. En Italie, lors des dernières élections, 49 % des gens ont voté pour le M5S et La Lega. Mais le système institutionnel français fait en sorte que ces 49 % sont devenus minoritaires. Tandis qu'en Italie, ces 49 % font un gouvernement.

Reste que ce grand malaise de nos sociétés est généralisé et sera le grand sujet des prochaines élections européennes et des prochaines années.

En effet, les sondages prédisent tous une grande percée des populistes lors des élections de mai 2019. Ils pourraient s'empa-

rer d'un tiers des sièges du Parlement européen. Est-il encore possible de contrer cette tendance ?

Je l'espère. Mais, de toute manière, les populistes qui ont le vent en poupe ont aussi un grand problème : ils sont totalement divisés. Je ne les vois pas s'associer. Matteo Salvini, par exemple, bénéficie de beaucoup de soutien de la part des autres populistes européens lorsqu'il tape sur les migrants. Mais dès que le budget italien a été présenté, un budget en total déficit, qui a cassé toutes les règles budgétaires européennes, des leaders populistes n'ont pas soutenu cette attitude, ils ont affirmé que ce comportement n'avait “rien à voir avec eux”. Les populistes sont ensemble uniquement quand ils sont contre quelque chose.

Et je ne crois pas qu'ils pourront obtenir un tiers du Parlement. Le Brexit va jouer un rôle important : tout dépendra de la manière dont cela va se terminer. Un des drapeaux des populistes était le Brexit. Mais puisque c'est en train de mal tourner, il leur sera difficile de se présenter comme porteurs de quelque chose de positif. Le Brexit est la démonstration de ce que signifie “faire de l'Europe un bouc émissaire”. Quand on impute la responsabilité de tous les problèmes à l'Europe, même quand ce n'est pas juste, la

“Quand on impute la responsabilité de tous les problèmes à l'Europe, même quand ce n'est pas juste, la conséquence est ce désastre que les Britanniques sont en train de vivre.”

Enrico Letta

Ancien Premier ministre italien, issu du Parti démocrate (PD, centre-gauche)

conséquence est ce désastre que les Britanniques sont en train de vivre. Je pense que cet aspect va peser lors des élections. Le Brexit est tellement chaotique qu'à la fin il jouera un rôle positif pour l'Europe et l'intégration européenne.

Pourtant, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, par exemple, continue à vilipender l'Union et à en saper les valeurs. Son exemple est suivi par d'autres en Europe centrale et orientale...

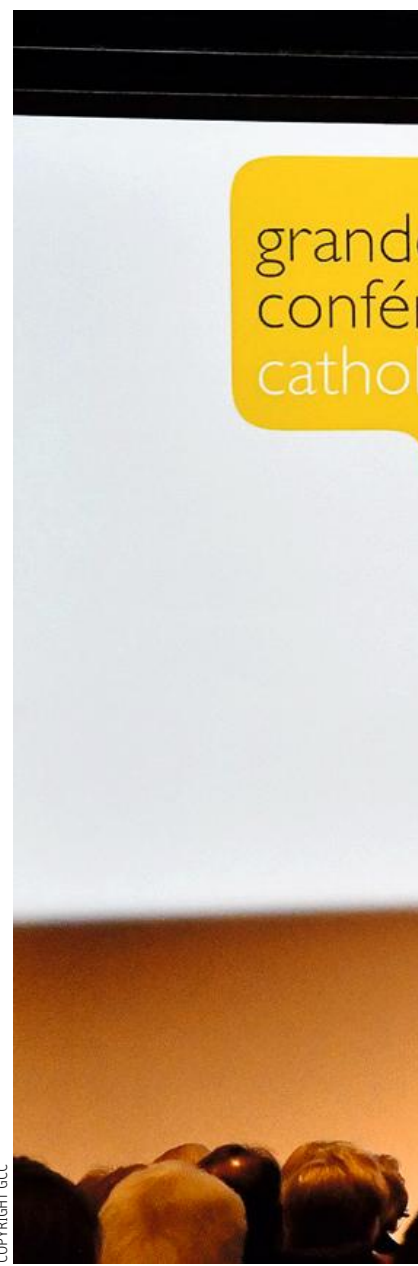
Viktor Orban est une conséquence de la mauvaise gestion de la crise migratoire. Ou bien on trouve une sortie de crise ; ou bien Orban et les autres Orban vont être de plus en plus puissants, les élections belges seront gagnées par des anti-migrants et des anti-Européens, la même chose se passera dans les autres pays.

Tout se joue autour de la gestion de la crise – ou de cette après-crise migratoire, puisqu'on n'est plus dans le pic de la crise. Une capacité de l'Europe à gérer la migration peut faire chuter des types comme Orban, comme Salvini, de leur piédestal.

Les leaders européens doivent donc prendre leurs responsabilités. Il faudrait mettre en place une coopération renforcée de certains États membres sur la question migratoire. Et donc une Europe à deux vitesses. Il faudrait un élan, donné peut-être par des pays fondateurs, pour centraliser les décisions migratoires, redistribuer les migrants dans l'UE et mettre en place une police des frontières européenne, capable de gérer les arrivées. En même temps, il faut ouvrir le dossier des voies légales. Sinon, on continuera à avoir une situation dans laquelle il y a soit des réfugiés soit des illégaux. Et ça, c'est ingérable.

Mais, en attendant, comment peut-on contraindre des leaders comme Viktor Orban à respecter les valeurs européennes ?

La clé est la conditionnalité des fonds structurels. L'Europe n'est pas un supermarché, cela doit être clair. Quand on y entre, il y a des devoirs, des responsabilités qui vont de pair avec les droits. Le débat sur le futur budget européen sera costaud. Et là, il est important que les institutions européennes et les autres pays membres soient forts et qu'ils ne laissent pas Orban faire de l'Europe *bashing*, tout en étant un bénéficiaire net de l'Europe. Il ne faut pas exagérer.



L'ancien Premier ministre italien Enrico

“Viktor Orban est une conséquence de la mauvaise gestion de la crise migratoire. Ou bien on trouve une sortie de la crise migratoire. Ou bien Orban et les autres Orban vont être de plus en plus puissants.”

Enrico Letta

Ex-Premier ministre italien